



# Assemblée générale

Distr. générale  
9 août 2017  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-douzième session

Point 137 de l'ordre du jour provisoire\*

### Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019

## **Prévisions révisées relatives au Bureau de lutte contre le terrorisme au titre des chapitres 3 (Affaires politiques), 29D (Bureau des services centraux d'appui) et 36 (Contributions du personnel)**

### **Deuxième rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019**

## **I. Introduction**

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées relatives au Bureau de lutte contre le terrorisme au titre des chapitres 3 (Affaires politiques), 29D (Bureau des services centraux d'appui) et 36 (Contributions du personnel) ([A/72/117](#)). Aux fins de cet examen, le Comité consultatif s'est entretenu avec des représentants du Secrétaire général qui lui ont fourni des éclaircissements et des compléments d'information avant de lui faire parvenir des réponses écrites à ses questions le 18 juillet 2017.

2. Le Comité consultatif note qu'on trouve dans le fascicule du projet de budget-programme concernant le chapitre 3 (Affaires politiques) [[A/72/6 \(Sect. 3\)](#)] une estimation préliminaire des ressources à prévoir pour l'exercice biennal 2018-2019 pour financer le programme d'activité de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, au titre du sous-programme 6. Dans son premier rapport sur le projet de budget-programme, le Comité a indiqué que ses commentaires sur les ressources demandées pour le nouveau Bureau de lutte contre le terrorisme pour l'exercice biennal 2018-2019 et ses observations concernant les mouvements de postes connexes feraient l'objet d'un rapport séparé ([A/72/7](#), par. II.2).

3. Dans son rapport, le Secrétaire général note que pour aider les États Membres à mettre en œuvre la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, l'Assemblée générale a décidé, par sa résolution [71/291](#), de créer le Bureau de lutte contre le terrorisme, qui serait dirigé par un secrétaire général adjoint, et de détacher

---

\* [A/72/150](#).



du Département des affaires politiques du Secrétariat l'actuel Bureau de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme et le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, ainsi que leur personnel et toutes les ressources ordinaires et extrabudgétaires qui leur sont affectées, et de les regrouper pour former le Bureau de lutte contre le terrorisme. Le Secrétaire général indique également qu'en raison de la date à laquelle cette décision a été prise, les dépenses afférentes au Bureau de lutte contre le terrorisme pour 2018-2019 ne pouvaient pas être inscrites dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019 et que ces ressources seraient donc présentées comme des estimations révisées, conformément aux procédures budgétaires en vigueur ([A/72/117](#), par. 1 et 2).

4. Dans la première partie du tableau 3.7 figurant dans le document [A/72/6](#) (Sect. 3), un crédit d'un montant total de 2 044 500 dollars est indiqué au titre du budget ordinaire pour le sous-programme 6 (Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme) pour 2016-2017, le montant des crédits ouverts au titre des ressources extrabudgétaires pour la même période étant de 26 570 600 dollars [[A/72/6](#) (Sect. 3), tableau 3.7, 2)]. La création du Bureau de lutte contre le terrorisme, conformément à la résolution [71/291](#) de l'Assemblée générale, suppose à la fois des changements structurels et une redistribution des ressources ainsi qu'un renforcement des capacités du Bureau grâce à la création de deux nouveaux postes (1 poste de Secrétaire général adjoint et 1 poste P-3) et le transfert de six postes financés à partir du budget ordinaire et de 35 postes à financer au moyen de ressources extrabudgétaires ([A/71/858](#), par. 68).

## II. Ressources supplémentaires demandées pour 2018-2019

5. Le montant estimatif des ressources nécessaires pour le Bureau de lutte contre le terrorisme pour l'exercice biennal 2018-2019, qui sont présentées dans les tableaux 1 à 4 du rapport du Secrétaire général, tient compte des changements survenus et du montant révisé des ressources nécessaires pour l'exercice biennal 2018-2019 au titre des chapitres 3 (Affaires politiques), 29D (Bureau des services centraux d'appui) et 36 (Contributions du personnel). Les ressources demandées pour le Bureau au titre du chapitre 3 (Affaires politiques), d'un montant de 3 076 400 dollars pour l'exercice biennal 2018-2019, se décomposent comme suit : a) le transfert au Bureau d'un montant de 2 042 300 dollars prélevé sur le budget ordinaire, qui était auparavant affecté à l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme et à l'appui aux programmes pour le Département des affaires politiques; et b) des ressources supplémentaires correspondant aux crédits nécessaires pour les deux postes (1 SGA, 1 P-3) créés par l'Assemblée générale dans sa résolution [71/291](#) (1 034 100 dollars). Des ressources sont également demandées au titre du chapitre 29D (Bureau des services centraux d'appui) (63 600 dollars) et du chapitre 36 (Contributions du personnel) (124 200 dollars) en rapport à la création de ces deux postes. Le montant total des ressources supplémentaires demandées s'établit donc à 1 097 700 dollars, déduction faite des contributions du personnel (montant brut : 1 221 900 dollars). En ce qui concerne les ressources extrabudgétaires, un montant de 35 589 200 dollars, qui permettra notamment de financer 35 postes [1 D-1, 2 P-5, 9 P-4, 8 P-3, 3 P-2 et 12 G(AC)], sera utilisé à l'appui des activités menées par le Bureau pendant l'exercice biennal 2018-2019 ([A/72/117](#), tableau 5).

### *Postes*

6. Le montant demandé, de 2 838 900 dollars, permettra de financer : a) le transfert de six postes au Bureau de lutte contre le terrorisme, à l'appui de son mandat, depuis le sous-programme 6 (Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme) au titre du Département des affaires politiques [1 D-2, 1 P-5, 1 P-4, 1 P-3 et

2 G(AC)]; et b) l'effet-report de la création de deux nouveaux postes (1 SGA, 1 P-3) approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 71/291, et les ressources correspondantes nécessaires pour la durée de l'exercice biennal. Comme le Comité consultatif l'a noté dans son rapport (A/72/7, sect. 3), trois postes [2 P-3 et 1 G(1°C)] relevant actuellement du Service administratif du Département des affaires politiques, financés par le Fonds d'affectation spéciale pour la lutte antiterroriste et chargés de fournir un appui administratif à la gestion du Fonds, continueraient de relever du Service administratif du Département.

#### *Autres objets de dépenses*

7. Les ressources d'un montant de 237 500 dollars demandées au titre des dépenses autres que les postes pour l'exercice biennal 2018-2019 permettraient de financer essentiellement a) les frais de voyage (198 800 dollars); b) les dépenses opérationnelles, dont les services contractuels au coût standard des accords de prestation de services pour les services d'appui à la maintenance et d'autres services fournis par le Bureau de l'informatique et des communications (27 900 dollars), c) les frais généraux de fonctionnement correspondant à la location de matériel de bureau et aux services de communication (7 200 dollars) et d) les fournitures et accessoires (3 600 dollars) (A/72/117, par. 14 et tableau 11).

8. Comme indiqué au tableau 13 du rapport, des ressources d'un montant de 63 600 dollars seraient nécessaires au titre des autres objets de dépense pour couvrir les frais généraux de fonctionnement correspondant aux frais de location des locaux nécessaires au titre du chapitre 29D (Bureau des services centraux d'appui).

### **III. Conclusion**

9. Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale :

a) Approuve les crédits supplémentaires demandés, d'un montant de 1 097 700 dollars (déduction faite des contributions du personnel);

b) Ouvre un crédit supplémentaire d'un montant de 1 097 700 dollars (déduction faite des contributions du personnel) au titre du chapitre 3 (Affaires politiques) (1 034 100 dollars) et du chapitre 29D (Bureau des services centraux d'appui) (63 600 dollars) du budget-programme de l'exercice biennal 2018-2019;

c) Ouvre un crédit supplémentaire d'un montant de 124 200 dollars au titre du chapitre 36 (Contributions du personnel) du budget-programme de l'exercice biennal 2018-2019, lequel sera compensé par l'inscription du même montant au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).